

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement

Chambéry, le 6 octobre 2025

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-073
imposant des prescriptions spéciales**

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Société Réseau de Chaleur de la Cluse de Chambéry (R3C)
Commune de LA MOTTE-SERVOLEX (73290)**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et plus particulièrement ses articles L. 511-1, L.512-12 et R. 512-52 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU la télédéclaration datée du 22 septembre 2025 de la société Réseau de Chaleur de la Cluse de Chambéry (R3C) concernant une installation de combustion devant être exploitée de manière temporaire sur la commune de la Motte-Servolex accompagnée d'une demande de dérogation à une prescription du paragraphe 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité ;

VU la preuve de dépôt n° A-5-GT0NSSZGP délivrée à la suite de la télédéclaration susvisée ;

VU le rapport et les propositions en date du 2 octobre 2025 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 3 octobre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le courriel de l'exploitant du 3 octobre 2025 précisant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification de prescription porte sur la distance d'éloignement vis-à-vis des limites de propriété ;

CONSIDÉRANT que cette demande est dûment justifiée pour des raisons de sécurité liée à la présence d'une ligne électrique à haute tension au droit de la parcelle d'implantation de la chaufferie mobile ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé et l'article R.512-52 du code de l'environnement prévoient la possibilité d'adapter par arrêté préfectoral aux circonstances locales les prescriptions de cet arrêté ;

CONSIDÉRANT le caractère temporaire de cette installation qui ne fonctionnera que sur une durée de un mois et demi, majoritairement à bas régime ;

CONSIDÉRANT les dispositions prises en matière de limitation des émissions sonores et de maîtrise des risques ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des dispositions de l'article R.512-52 du code de l'environnement il n'est pas jugé nécessaire de consulter le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que la société R3C a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Réseau de Chaleur de la Cluse de Chambéry (R3C), dont le siège est établi au 193 rue du Pré Demaison, 73000 Chambéry, numéro SIRET 97964004200094, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à modifier les conditions d'exploitation de sa chaufferie mobile établie sur la parcelle 0619 située à l'angle de la rue Cabaud et l'Avenue Costa de Beauregard sur la commune de La Motte-Servolex (73290).

Article 2 – Nature des installations concernées

L'installation concernée relève des rubriques ICPE suivantes :

N° rubrique	Désignation des activités	DC ou D	Capacité
2910.A.2	Installation de combustion	DC	2MW

Article 2-1 – Conformité au dossier de demande

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 2-2 – Prescriptions techniques applicables

Les installations susvisées respectent les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales suivant, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté :

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Les dispositions projetées pour limiter les nuisances sonores devront être respectées (cheminée équipée de silencieux).

Les sécurités de la chaudière devront être régulièrement testées afin de s'assurer de la maîtrise des risques d'incendie notamment.

Article 3 – Prescriptions particulières

Pour tenir compte des circonstances locales et dans le respect de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont ainsi aménagées.

Article 3-1 – Distance vis à vis des tiers

Par dérogation, le paragraphe 2.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relative à la distance d'éloignement de 10 mètres vis-à-vis de la limite de propriété ne sera pas applicable à l'installation sus-mentionnée.

Article 4 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 3 ans.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente :

1° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de cette décision ;

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Article 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de La Motte Servolex.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Julien PAILHERE